



REMI RADIGUET

Maitre de conférences en droit public

Université de Perpignan via Domitia

Centre de droit économique et du développement (CDEDys UR 4216)

Chercheur associé :

- Institut Maurice Hauriou (IMH EA 4657) de l'Université de Toulouse 1 Capitole
- Centre de Recherche Juridique (CRJ EA 14) de l'Université de La Réunion

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

Depuis septembre 2018	Maître de conférences en droit public, Univ. Perpignan
2017 – 2018	Contrat LRU enseignement-recherche, Univ. Perpignan
2014 – 2016	Chargé d'enseignement, vacataire, Univ. La Réunion
2012 – 2014	ATER, Univ. La Réunion
2010 – 2012	Chargé d'enseignement, vacataire, Univ. La Réunion

CURSUS UNIVERSITAIRE

2017	Qualification aux fonctions de maître de conférences en droit public
2016	Doctorat en droit public , Université Toulouse 1 Capitole, IMH <i>Le service public environnemental</i> soutenue publiquement le 24 novembre 2016 Direction : MM les Professeurs Grégory KALFLECHE et Éric NAIM-GESBERT Jury : Pr. Philippe BILLET (rapporteur), Pr. Michel PRIEUR (président), Pr. Mathieu TOUZEIL-DIVINA, Pr. Agathe VAN LANG (rapporteur) <i>Prix « Bazille » Droit public de l'Académie de Législation remis en séance publique par Laurent FABIOUS, le 10 décembre 2017 à l'Université Toulouse 1 Capitole</i>
2008 – 2009	Droit international de l'environnement (niveau master) United Nation Institute for Training and Research (UNITAR) 10 fascicules de cours en droit international de l'environnement <i>Mémoire</i> : Émergence et évolutions du principe pollueur-payeur en droit international (ss-dir É. NAIM-GESBERT)
2008	Master 2 Droit des collectivités territoriales , Univ. La Réunion <i>Mémoire</i> : La charte du parc national de La Réunion (ss-dir É. NAIM-GESBERT)
2007	Master 1 droit public , Univ. La Réunion <i>Mémoire</i> : Le processus d'insertion du droit de l'homme à l'environnement dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (ss-dir É. NAIM-GESBERT)

ENSEIGNEMENTS :

En méthodologie :

- Séminaire de méthodologie du commentaire d'arrêt 2017 – Master 1 droit de l'urbanisme et développement durable, Univ. Perpignan.
- Logique et méthode 2013 - L1 Droit, Univ. La Réunion.

En droit constitutionnel

- Institutions politiques – L1 AES, Univ. Perpignan.

En droit administratif

- Institutions administratives – L1 Droit Univ. Perpignan.
- Droit administratif général – L2 AES Univ. Perpignan
- Droit des contrats administratifs – Master 2 droit public des secteurs stratégiques et des affaires, Univ. Ain Shams, Le Caire.
- Droit des services publics locaux – Master 2 Droit public, Univ. La Réunion.
- Travaux dirigés en droit administratif des biens – L3 Droit, Univ. La Réunion.
- Travaux dirigés en droit administratif général – L2 Droit, Univ. La Réunion.

En droit de l'environnement

- Démocratie environnementale – Master 2, droit public, Univ. La Réunion.
- Droit des installations classées pour la protection de l'environnement – Mastier 2, Droit de l'urbanisme et du développement durable, Univ. Perpignan
- Droit des transports publics – Master 2, Droit de l'urbanisme et du développement durable, Univ. Perpignan
- Régime juridique des espaces naturels terrestres protégés – Master 2 droit public, Univ. La Réunion.
- Droit de l'environnement – Master 2 droit public des secteurs stratégiques et des affaires, Univ. Ain Shams, Le Caire.
- Droit de l'environnement – LP Activités juridiques : métiers du droit de l'immobilier, Univ. Perpignan.
- Droit de l'environnement – Master 1 – école d'ingénieur Sup'Enr, Univ. Perpignan.
- Droit général de l'environnement – Master 1, Droit public, Univ. La Réunion.
- Travaux dirigés en droit spécial de l'environnement – Master 1 professionnel, Droit de l'urbanisme et développement durable, Univ. Perpignan.
- Travaux dirigés en droit de l'environnement – Master 1, Droit Public, Univ La Réunion.

En droit de l'urbanisme

- Droit de l'urbanisme opérationnel – Tronc commun LP Métiers du droit de l'immobilier et Master 1 professionnel, Droit de l'urbanisme et développement durable, Univ. Perpignan.
- Intercommunalité et développement urbain – Master 2 droit de l'urbanisme et du développement durable, Univ. Perpignan.
- Contentieux de l'urbanisme et de l'environnement – Master 2 droit de l'urbanisme et du développement durable, Univ. Perpignan.
- Opérations d'urbanisme durable - Master 2 droit de l'urbanisme et du développement durable, Univ. Perpignan.
- Travaux dirigés en droit de l'urbanisme – LP Métiers de l'immobilier, Univ. Perpignan.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

- Responsable de la Licence professionnelle « Activités juridiques : métiers du droit l'immobilier », parcours « droit de l'immobilier » et « gestion de la rénovation thermique des bâtiments », Univ. Perpignan, 2021 et sur le site de Courbevoie, Paris, en partenariat avec la FNAIM et son école supérieure de l'immobilier (ESI).

- *Les p'tits déj de l'immo*, 3 décembre 2021, conférence organisée dans le cadre de la Licence Professionnelle « Métiers de l'immobilier »

ACTIVITES DE RECHERCHE :

DIRECTION D'OUVRAGES COLLECTIFS :

1 — M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES, R. RADIGUET (ss-dir), *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, Institut Francophone pour la justice et la démocratie, coll « Colloques & essais », 2023, 222. pp.

2 — J.-M. FEVRIER, E. NAIM-GESBERT, R. RADIGUET (dir), *Le droit des sites : retour sur la loi du 2 mai 1930*, Mare et Martin, Coll « Droit, sciences et environnement », 2022, 254. pp.

3 — M. BOUL, R. RADIGUET (dir), *Du droit des déchets au droit de l'économie circulaire. Regards sur la loi du 10 février 2020*, Institut Francophone pour la justice et la démocratie, coll « Colloques & essais », octobre 2021, 264. pp.

4 — É. NAIM-GESBERT, L. PEYEN, R. RADIGUET (dir), *Figures de la préservation de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires*, PUAM, Coll. « Droit Outre-mer, 2015, 194. pp.

PUBLICATIONS :

ARTICLES :

1 — « La mobilité en plan(s). Enchevêtrement des outils de planification en matière de mobilités » in L. DE FONTENELLE, S. MARTIN, *Le droit des mobilités*, LexisNexis, 2023, à paraître.

2 — « Changements climatiques et droit de l'urbanisme : construire la ville sobre ? », in O. DUPERE, C. POMART, *Changements climatiques, dérèglements juridiques ?*, Institut Francophone pour la justice et la démocratie, coll « Colloques & essais », 2023, à paraître.

3 — « L'adaptation du droit pour prévenir le risque d'érosion côtière : l'apport de la loi « climat et résilience » in F. CAFARELLI (dir), *La résilience des territoires exposés aux risques naturels. Le droit à l'épreuve des risques*, mare & martin, coll Droit public, 2023.

4 — « L'autorisation environnementale et son contentieux dans la loi ENR : à la vitesse grand V ? », *JCP A*, 2023, n°16, ét. 2133.

5 — « Les servitudes administratives : outils de correction socialement acceptable du droit de propriété privée ? » in A. MONTAGUT, Y. MONTOUROY (dir), *L'action publique foncière au service e la protection des milieux naturels*, PUR, 2023, p. 139.

6 — « L'agrivoltaïsme dans la loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables : « je veux du soleil » ? », *R.E.E.J.*, 2023, n°4, ét. 9.

7 — « L'avenir du contrôle environnemental des DUP : un avenir sans bilan ? », in M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES, R. RADIGUET (ss-dir), *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, Institut Francophone pour la justice et la démocratie, coll « Colloques & essais », 2023, p.185.

- 8 — Entrée « Convention citoyenne pour le climat » in A. JEZEQUEL, B. LORMETEAU, A. MICHELOT, M. TORRE-SCHAUB (dir), *Dictionnaire juridique du changement climatique*, Mare et Martin, 2023, p. 149.
- 9 — « Sites naturels et autres mécanismes de protection : quand l'union fait la force ? », in J.-M. FEVRIER, E. NAIM-GESBERT, R. RADIGUET (dir), *Le droit des sites : retour sur la loi du 2 mai 1930*, Mare et Martin, Coll « Droit, sciences et environnement », 2022, p. 121.
- 10 — « La forêt dans la loi "climat et résilience" : pas de bouffée d'air en vue ? », *Droit et patrimoine*, n°322, mars 2022, p.39.
- 11 — « "Se déplacer" sans laisser de trace ? La réduction de l'empreinte carbone par le droit des mobilités dans la loi « climat et résilience », *JCP A* 2021, n°2278, 20 septembre 2021.
- 12 — « Eliminer les déchets ou le service public ? Eliminer les déchets du service public ! » in M. BOUL, R. RADIGUET (dir), *Du droit des déchets au droit de l'économie circulaire. Regards sur la loi du 10 février 2020*, Institut Francophone pour la justice et la démocratie, coll « Colloques & essais », 2021, p. 189.
- 13 — Entrées « Energie », « Forêt » et « Plan de convergence » in G. GIRAUDEAU, M. MAISONNEUVE (dir) in *Dictionnaire juridique des Outre-mer*, Paris, LexisNexis, 2021.
- 14 — « Confondre vitesse et précipitation pour conduire le droit de l'environnement au fond du précipice ? », Dossier : La loi ASAP du 7 décembre 2020, *JCP A* 2021, étude 2028.
- 15 — É. NAIM-GESBERT et R. RADIGUET, « L'érosion côtière entre irréversibilité et acclimatation juridique » in M. TORRE-SCHAUB (dir), *Droit et changement climatique : comment répondre à l'urgence climatique ? Regards croisés à l'interdisciplinaire*, Mare & Martin, coll. Institut des sciences juridique et philosophique de la Sorbonne, 2020, p.153.
- 16 — « La parole citoyenne pour le climat : quand la fabrique des normes climatiques se veut citoyenne », in O. DESAULNAY (dir), *La parole en droit public*, éd. L'épitoques-Lextenso, Coll. L'Unité du Droit, 2020, p.80.
- 17 — « Loi d'orientation des mobilités et protection de l'environnement : verdissage à toute vitesse par une politique des petits pas ? », *Rev. jur. env.*, 2020, n°1, p. 23.
- 18 — « Restriction des droits d'accès au juge par la procédure administrative contentieuse », in M. MORALES et R. RADIGUET (dir), *Le droit au juge à l'épreuve de l'évolution du contentieux de l'urbanisme*, *JCP A* 2019, n°25, étude 2183.
- 19 — « L'affouage : un service public de partage des ressources naturelles » in M. TOUZEIL-DIVINA (dir), *L'Arbre, l'Homme et le(s) droit(s)*, *Revue Méditerranéenne de Droit Public (RM-DP)*, vol n°X, éd. L'épitoque, 2019, p. 279.
- 20 — « Érosion côtière et domanialité publique. Quand nature fait loi », *Rev. jur. env.*, 2019, n°1, p. 31.
- 21 — « Services publics et transports durables », in S. MOUTON et É. NAIM-GESBERT (dir), *Transport et développement durable*, PUAM, coll. Droit[s] de l'environnement, 2019, p. 93.
- 22 — « Les plans de convergence », *AJDA* 2018, n° 2, p. 91 in Dossier « L'outre-mer à la recherche de l'égalité réelle ».
- 23 — « L'article 6 de la charte de l'environnement, une approche française du principe d'intégration ? » in O. DUPERE (dir), *L'intégration des enjeux environnementaux dans les branches du droit : Quelle(s) réalité(s) juridique(s) ?*, PUAM, Coll. Droit[s] de l'environnement, 2017, p. 77.
- 24 — « Les polices administratives spéciales de l'environnement, facteur ou frein à une protection globale de l'environnement ? » in L. PEYEN, É. NAIM-GESBERT, R. RADIGUET (dir), *Figures de la préservation de l'environnement outre-mer*, PUAM, Coll. « Droit d'Outre-mer », 2015, p. 13.
- 25 — « Réflexions sur la notion de service public environnemental » in É. NAIM-GESBERT, M. MAISONNEUVE, T. Aoustin (dir), *La protection de la biodiversité Outre-mer. Approches pluridisciplinaires*, PUAM, coll. Droit d'Outre-mer, 2013, p. 229.

- 1 — « La fondamentale de “la protection de l’environnement” : faut-il s’y référer ? », *JCP A*, 2022, n°45, com 2309.
- 2 — « Réparation du préjudice écologique : quand la logique s’en mêle, la matérialité de la réparation s’évapore ! », *AJDA* 2022, p. 929.
- 3 — « Affaire(s) du siècle ? Ne vendons pas la peau du caribou... », note sous CE, 19 novembre 2020, *Commune de Grande-Synthe*, req. n°427301 et TA Paris 3 février 2021, *Association Oxfam France et a*, req. n°s 1904967, 190498, 1904974/4-1, *Rev. jur. env*, 2021, n°2, p. 407.
- 4 — « L’objectif de réduction des émissions de gaz... à effet normatif ? », note sous CE, 19 novembre 2020, *Commune de Grande-Synthe*, req. n°427301, *JCP A* 2020, comm. 2237.
- 5 — « choix du moyen, choix d’office : le champ des possibles », note sous CE, 11 mars 2020, req. n°423164, *AJDA* 2020, p. 1919.
- 6 — « Dérogation aux espèces protégées : faut-il rester de marbre face à la condition de raison impérative d’intérêt public majeur ? », note sous CE, 3 juin 2020, *Société La Provençale et Ministre de la transition écologique et solidaire*, req. n°425395, *JCP A* 2020, comm. 2230.
- 7 — « Vers un droit des études sans impact ? », note sous CE, 13 février 2019, *Société Ferme éolienne de Plo d’Amourès*, req. n°416055, *AJDA* 2019, p. 1531.
- 8 — « La protection de l’environnement, facteur de renouvellement du contrôle de l’utilité publique », note sous CE, 9 juillet 2018, *Commune de Villiers-le-Bâcle et a*, req. n°410917, *Rev. jur. env*, 2018, n°4, p. 801.
- 9 — « Ô temps ! suspends ton vol, et vous, Conseil d’Etat, influencez son cours ! ». A propos de l’application dans le temps de l’autorisation unique », note sous CE, avis, 26 juillet 2018, *Association « Non au projet éolien de Walincourt-Sevigny »*, n°416831, *AJDA* 2018, p. 2249.
- 10 — « Mauvais signal pour les propriétaires de biens en bord de mer », note sous Cons. Const. 6 avril 2018, *Syndicat secondaire Le Signal*, n°2018-698 QPC, *AJDA* 2018, p. 1109.
- 11 — « L’accueil difficile du droit de l’homme à l’environnement sur le terrain du référé-liberté » note sous TA de Nice, ord, 7 juillet 2017, *Commune de Gilette*, req. n°1702655, *Rev. jur. env*, 2018, n°2, p. 423.
- 12 — « Pour une interprétation stricte des critères de dérogation au statut d’espèce protégée », note sous CAA Lyon, 16 décembre 2016, *Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature et a*, req. n°15LY03097 et 15LY03110, *Rev. jur. env*, 2017, n°3, p. 581.
- 13 — « Le référé-suspension, terre d’élection pour un contrôle juridictionnel de l’intérêt écologique », note sous TA Dijon, ord, 19 juin 2012, *M. Antonio Meijas de Haro*, req. n°1201087 ; TA, ord 2 octobre 2012, *M. Antonio Meijas de Haro*, req. n°1201906 ; TA Dijon, ord, 27 février 2013, *M. Antonio Meijas de Haro*, req. n°1300303, *Rev. jur. env*, 2013, n°3 p.1481.
- 14 — « Les makis font de la résistance », note sous TA de Mayotte, 13 décembre 2010, *Association terre d’asile*, req. n°1000473, *AJDA* 2013, p. 1402.
- 15 — Parcs Nationaux. « Les conséquences de la réforme de 2006 », note sous CE., 23 mars 2012, *Commune Hures-la-Parade*, req. n°337144 ; CE, 23 mars 2012, *Commune Lourdios-Ichere et Commune de Laruns*, req. n°328866, *Dr. Adm* 2012, n°6, p. 19.
- 16 — « Quand les chasseurs sont susceptibles de générer un trouble anormal de voisinage auprès d’espèces animales rares domiciliées au lieu-dit des ‘Aiguilles-Rouges’ », note sous CE, 30 septembre 2011, *Fédération départementale des chasseurs de la Haute-Savoie*, req. n°338048, *Rev. jur. env*. 2012, n°2, p. 326.

CHRONIQUES :

Droit de l’Aménagement, de l’Urbanisme et de l’Habitat (DAUH), GRIDAUH, Le moniteur

- 1 — E. GIGON, R. RADIGUET, *Chronique de contentieux de l’urbanisme (administratif, privé et pénal)*, 2022.

2 — E. GIGON, R. RADIGUET, *Chronique de contentieux de l'urbanisme (administratif, privé et pénal)*, 2021.

Revue juridique de l'océan indien (RJOI)

2 — « Chronique de droit administratif », A. HACHEMI (dir.), *Revue juridique de l'océan indien (RJOI)* 2020, n°28, pp. 407 – 458.

- Note sous CE 3 avril 2020, *Ministre de l'agriculture et de l'alimentation c/ SREPEN*, req. n°430646, 430649, pp. 417-421.

3 — « Chronique de droit administratif », A. HACHEMI (dir.), *Revue juridique de l'océan indien (RJOI)* 2020, n°27, pp. 213-260.

- Note sous TA de Saint-Denis de La Réunion, 29 avril 2019, *SREPEN et Commune de Saint-Leu c/ Préfet de La Réunion*, req. n°1900354, pp. 240-245.

4 — « Chronique de droit administratif », S. CAZET (dir.), *Revue juridique de l'océan indien (RJOI)* 2014, NS, pp. 93 – 169.

- Note sous TA de Saint-Denis de La Réunion, 18 avril 2013, *AVPUR c/ TCO*, n°1100675, pp. 117 – 122.

5 — « Chronique de droit administratif », S. CAZET (dir.), *Revue juridique de l'océan indien (RJOI)* 2013, n°17, pp. 235 – 280.

- Note sous TA de Saint-Denis de la Réunion, 13 décembre 2012, *Mme M c/ CINOR*, n°1000818, pp. 254 - 265.

6 — « Chronique de droit administratif », S. CAZET (dir.), *Revue juridique de l'océan indien (RJOI)* 2012, n°15, pp 191- 217.

- Note sous TA de Saint-Denis de La Réunion, 17 février 2009, *Commune de Saint Denis c/ Préfet de La Réunion*, req. n°0800444 ; CAA Bordeaux, 12 mai 2010, *SODIAC c/ Préfet de La Réunion*, n°09BX01764 ; TA de Saint-Denis de La Réunion, 8 décembre 2011, *M. G c/ Préfet de la Réunion*, n° 1000084, RJOI 2012, n°15, pp. 211- 217.

7 — « Chronique de droit administratif », S. CAZET (dir.), *Revue juridique de l'océan indien (RJOI)* 2011, n°13, pp. 187-220.

- Note sous CE, 30 mars 2011, *Commune de Cilaos*, n°315853, pp. 209 - 211.
- Note sous CE, juge des référés, 23 mai 2011, *M.A*, n°349215, pp. 211- 214.
- Note sous CAA Bordeaux, *Compagnie Prudence Créole c/ Commune de Saint Paul*, n°09BX02187, pp. 215 - 220.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES :

1 — N. CLINCHAMPS, C. COUNIL, C. FABREGOULE, G. GANAPATHY-DORE (ss-dir), *Sécurité et environnement*, Bruylant, coll. « droit(s) et développement durable », 2016, 431 pages, *Rev. Jur. env.*, 2017, n°1, pp.191-192.

2 — R. RADIGUET, *Le service public environnemental*, sous la direction de Grégory KALFLECHE et Éric NAIM-GESBERT, Université Toulouse 1 Capitole, 2016, 638 pages, *Rev. Jur. env.*, 2017, n°1, pp. 188-189.

TRIBUNES :

1 — « Du linéaire au circulaire, du déchet au produit, du droit européen au droit interne : flux et reflux », Blog de droit européen, 3 mars 2022.

2 — « La protection de l'environnement face à l'ordonnance de l'article 38 de la Constitution : l'important c'est de participer ! », *JCP A* 2020, n°24.

3 — « *Aléa climat est* », *AJDA* 2019, p. 2145.

COLLOQUES, SEMINAIRES ET PROJETS DE RECHERCHE :

ORGANISATION ET PARTICIPATION :

- 1 — *La chasse en France : ruralité et enjeux*, 10 mars 2023, J.-M. FEVRIER, F. BOUIN, R. RADIGUET (ss-dir), Univ. Perpignan
Intervention : Territoires de chasse et de non-chasse.
- 2 — *Passer d'une économie linéaire à une économie circulaire : Quelle(s) gestion(s) des déchets sur le territoire de La Réunion ?* 13 et 14 avril 2022, J. LASSALLE, R. RADIGUET (dir), Univ. La Réunion.
Intervention : Le perfectionnement de la collecte sélective dans le cadre du service public.
- 3 — *Les cinquante ans de la jurisprudence Ville Nouvelle Est*, 30 septembre 2021, M. BOUL, J. BOUSQUET, C. MEURANT, M. MORALES, R. RADIGUET (dir), Univ. Perpignan.
Intervention : « L'avenir du contrôle environnemental des DUP : un avenir sans bilan ? ».
- 4 — *La protection des sites et monuments naturels, retour sur la loi du 30 mai 1930*, 6 mars 2020, J.-M. FEVRIER, E. NAIM-GESBERT, R. RADIGUET (dir), Univ. Perpignan.
Intervention : « Sites et monuments naturels et autres mécanismes de protection ».
- 5 — « *La protection de l'environnement dans la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) : regards croisés droit public/ droit privé* », Conférence de rentrée des Master : 25 septembre 2019, R. RADIGUET (dir).
Intervention : « Les chemins de la mobilité : de la planification aux infrastructures de transport ».
- 6 — « *futur et droit* », Journée d'étude « des doctorants du CDED » de l'Université de Perpignan Via Domitia, 12 avril 2019, R. RADIGUET (dir).
Intervention : propos introductifs.
- 7 — « *Le droit au juge à l'épreuve de l'évolution du contentieux de l'urbanisme* », journée d'étude du 14 mars 2019, M. MORALES, R. RADIGUET (dir), Univ. Perpignan.
Intervention : « Restriction des droits d'accès au juge par l'instauration d'obligations procédurales pour l'introduction du recours : une atteinte réelle au droit au recours ? ».
- 8 — « *Droit et dessins animés* », journée doctorale, 13 mai 2015, Univ. La Réunion, A. EGIZIANO, R. RADIGUET (dir).
Intervention : « Rio et la protection de l'environnement ».
- 9 — Séminaires d'actualité des doctorants droit public/droit privé de l'Univ. La Réunion (4 séminaires par an) et participant régulier (2014-2015), A. EGIZIANO, R. RADIGUET (dir)
- 10 — « *Figures de la protection de l'environnement outre-mer. Études de cas et réflexions pluridisciplinaires* », Univ. La Réunion, 12 décembre 2013, Univ. La Réunion, L. PEYEN R. RADIGUET (dir).
Intervention : « Polices administratives spéciales et protection de l'environnement ».
- 11 — « *Intercommunalité et propriété publique* », 5^e petit déjeuner du Master II de Droit Public de l'Université Réunion, 30 mars 2012, R. RADIGUET (dir).
Intervention : « La domanialité publique intercommunale ».

PARTICIPATION :

- 12 — « La prévention des risques d'érosion côtière », 10 février 2023, in S. ANDJECHAIRI-TRIBILLAC, J.-F. CALMETTE, C. GALOKHO (dir), *Cycle de conférences. La prévention des risques : une menace pour les libertés ?*, Univ. Perpignan.
- 13 — « Territorialisation de la norme : illustrations en droit de l'environnement » in H. BLANCHARD, A. DUMAS, V. LIGNON, *Regards croisés sur les territoires : quels diagnostics pour quelles stratégies ?*, Université de Perpignan Via Domitia, 18 novembre 2022.
- 14 — « Changements climatiques et urbanisme/ aménagement du territoire », in O. DUPERE, C. POMART, *Changements climatiques et dérèglements juridiques*, Université La Réunion, 16 septembre 2022.
- 15 — « L'adaptation du droit pour prévenir le risque d'érosion côtière ; l'apport de la loi "climat et résilience" », in F. CAFARELLI (ss-dir), *La résilience des territoires exposés aux risques naturels*, Université de Clermont-Ferrand, 7 et 8 décembre 2021.

- 16 — « Le parcours du jeune chercheur : du doctorat à la maîtrise de conférences », in C. AUBRY DE MAROMONT, O. DUPERE (ss-dir), *Séminaire de rentrée des doctorants du CRJ*, Université de La Réunion, 25 octobre 2021.
- 17 — « Au-delà de la dichotomie SPIC/SPA : plaider pour une recherche matérielle des catégories de service public », in G. KALFLECHE, L. BOURREL, C. CUBAYNES (dir), *Centenaire de l'arrêt Bac d'Eloka. Retour sur les SPIC*, Université Toulouse 1 Capitole, Institut Maurice Hauriou, 22 janvier 2021.
- 18 — « Les servitudes administratives : outil de correction socialement acceptable du droit de propriété privée ? », in A. MONTAGUT, Y. MONTOUROY (dir), *L'action publique foncière au service de la protection des milieux naturels. De la gestion des conflits fonciers à la gouvernance territoriale durable de l'environnement*, Université des Antilles, 26 novembre 2020.
- 19 — « Vers la création d'une chambre de la société civile ? Retour sur la convention citoyenne pour le climat », conférence du Master 2 droit public, Université de La Réunion, 28 octobre 2020.
- 20 — « Le citoyen-usager », in 6th international conférence on internet science, table ronde, « *Le citoyen numérique* », S. CHATRY (dir) Université Perpignan via Domitia, 5 décembre 2019.
- 21 — « La convention citoyenne pour le climat » in 4^e matinée d'actualisation en droit de l'urbanisme et de l'immobilier, S. CHATRY (dir), Université de Perpignan via Domitia, 21 novembre 2019.
- 22 — « Irréversibilité et dérèglement climatique : l'exemple de l'érosion côtière », in *Changement climatique et dialogue interdisciplinaire*, S. LAVOREL, B. LORMETEAU, M. MOLINER-DUBOST, M. TORRE-SCHAUB (dir) ? colloque de lancement du GDR 2032 Climalex, 9 novembre 2018, Paris I.
- 23 — « Services publics et transport durable », in *Transports et développement durable*, S MOUTON, E. NAIM-GESBERT (dir), journée d'étude du vendredi 16 mars 2018, Université de Toulouse 1 capitole.
- 24 — « Érosion côtière et domanialité » in *Érosion côtière. Aspects juridiques*, J.-M. FEVRIER (dir), Journée d'étude du vendredi 9 mars 2018, Université de Perpignan via Domitia.
- 25 — « La régularisation des autorisations d'urbanisme », in 3^e matinée d'actualisation en droit de l'urbanisme et en droit de l'immobilier, S. CHATRY (dir), 9 novembre 2017, Université de Perpignan Via Domitia.
- 26 — « Le plan de convergence, instrument efficace de mise en œuvre de l'égalité réelle », in *La loi du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle en outre-mer : entre ambition et réalisation(s)*, M. CARNIAMA, J. DUPONT-LASSALLE, M. MAISONNEUVE (dir), journée d'étude du 29 août 2017, Université de La Réunion.
- 27 — Conférence : Quel avenir pour nos déchets ? Université de La Réunion, théâtre Canter, 29 novembre 2016.
- 28 — Participation à une recherche collective sur la clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement sous la direction du professeur M. PRIEUR (2012-2014).
Atelier « expertise scientifique des collectivités territoriales »
contribution à l'atelier : « La clarification des compétences en matière d'environnement dans les Dom Rom »
- 29 — « Réflexions sur la notion de service public environnemental », in « *les sciences de l'homme et de la société et la protection de la biodiversité Outre-mer* », T. Aoustin, M. MAISONNEUVE, E. NAIM-GESBERT (ss-dir), Journée doctorale pluridisciplinaire du 15 novembre 2011, Université de La Réunion.

AUTRES ACTIVITES EN LIEN AVEC LA RECHERCHE :

- 1 — « *Le développement du littoral, un modèle qui risque de prendre l'eau ?* », émission organisée par le CEREMA en partenariat avec Acteurs publics et labellisées PFUE, intervention sur l'érosion côtière, 8 février 2022.
- 2 — Membre titulaire du conseil de laboratoire du CDEDys EA 4216 de l'Université de Perpignan ; membre associé du Centre de Recherche Juridique (CRJ EA14) de l'Université de La Réunion et de l'Institut Maurice Hauriou (IMH) de l'Université Toulouse 1 Capitole.

- 3 — Membre du jury du prix du mémoire SFDE (Société Française pour le Droit de l'Environnement) depuis 2019.
- 4 — Membre du jury du prix du mémoire « GRIDAUH » (Groupement d'intérêt public de recherche dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat).
- 5 — Membre du jury du prix de thèse « GRIDAUH » (Groupement d'intérêt public de recherche dans les domaines de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'habitat), édition 2022.
- 6 — Membre du comité de suivi thèse de plusieurs doctorants (Université de La Réunion, Université Sorbonne Paris Nord).
- 7 — Membre permanent du groupe de recherche sur la transition écologique du droit économique
- 8 — Membre du comité de pilotage du Groupe de Recherche 2032 ClimaLex : Climat et normes, regards interdisciplinaires.
- 9 — Membre du jury des mémoires des Masters II Droit de l'urbanisme et développement durable (DUDD) et droit des biens et promotion immobilière (DBPI) à l'Université de Perpignan Via Domitia.
- 10 — Evalueur pour les écrits proposés à la Revue Juridique de l'environnement.
- 11 — Gestionnaire du compte Twitter de la Revue Juridique de l'environnement.
- 12 — Membre du jury du concours de plaidoiries « Pro Milone » organisé par l'association *Sui Generis* au TGI de Narbonne, Juin 2018 et Mai 2019.
- 13 — Reportage Réunion 1^{ère}: Planète investigation. « Une bombe toxique en plein Océan indien, Thilafushi, l'île aux déchets ».
- 14 — Encadrant d'équipes de « La diagonale des juristes ». Concours d'éloquence à l'Université de La Réunion (3 années successives).

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES (AUTRES)

SYNDICAT DU SUCRE DE LA REUNION

(Août 2016-Août 2017)

Chargé de mission Affaires réglementaires et européennes

Descriptif: propositions d'amendements sur des projets et propositions de loi (ex : la loi égalité réelle outre-mer) ; rôle de vigilance quant à la prise en compte des spécificités des Régions ultra-périphériques (RUP) dans les accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les Etats tiers ; propositions sur l'adaptation des politiques européennes aux RUP en vertu de l'article 349 du TFUE ; veille relative aux aides d'Etat et aux fonds européens (FEADER, FEDER) déclinés localement, analyse des mécanismes de défiscalisation outre-mer ; négociation des accords socio-professionnels entre l'Etat, le syndicat et les agriculteurs (convention canne)...

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION : TERRITOIRE DE LA COTE OUEST

(Janv 2009- Mai 2012)

Juriste/doctorant en droit de l'environnement (CIFRE)

Descriptif: veille juridique ; notes juridiques sur les problématiques : droit des déchets, droit des ICPE, droit du bruit, droit de l'air et droit de l'énergie ; fiscalité environnementale (TGAP, Taxe d'enlèvement des Ordures ménagères, redevance incitative...) ; accompagnement des services techniques lors des contrôles DREAL sur les ICPE, réponse aux mises en demeure et autres contentieux ; droit des carrières ; responsabilité environnementale (responsabilité civile et pénale en droit des installations classées et en droit des déchets, responsabilité administrative relative au service public d'élimination des déchets ménagers, responsabilité environnementale propre) ; accompagnement sur l'élaboration de procédures en matière de pouvoir de police (police municipale et intercommunale, constitution de partie civile de la collectivité, mise en

demeure...); droit de l'intercommunalité et optimisation juridique des compétences du TCO ; prospective réglementaire et formation interne (ex : Ateliers sur Les lois Grenelle)

CALYON : BANQUE D'AFFAIRE DU GROUPE CREDIT AGRICOLE

(Juin 2008- déc. 2008)

Stagiaire assistant

Descriptif: Analyse financière des comptes des collectivités territoriales et des SEM ; contrôle juridique et suivi des contrats de prêt, restructuration de la dette des collectivités territoriales, recherches en droit fiscal

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE SAINT-DENIS DE LA REUNION

(déc. 2007 – Juin 2008)

Assistant de justice

Descriptif: Rédaction de notes de rapporteur, de projets de jugements, d'ordonnances et de notes techniques pour les conseillers

PREFECTURE DE LA REUNION : BUREAU DU CONTENTIEUX ET DE LA LEGALITE

(sept. 2007 – oct. 2007)

Stagiaire

Descriptif: recherches juridiques et rédaction de mémoires en défense